



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CCAS

N° DLP2021-41 - Séance du 30/06/2021

ACTES

7. Finances locales

7.1 Décisions budgétaires

7.1.1. Budgets et comptes

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
13	9	10

Vote	
Pour	10
Contre	0
Abstention	0

L'an 2021, le 30 juin à 10h00, le conseil d'administration du CCAS de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Cabernet, sous la présidence de Madame Marie-Thérèse AMALVY, Vice-Présidente du CCAS, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par voie électronique aux membres du conseil d'administration le 25/06/2021. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés au CCAS le 25/06/2021.

Présents :

Marie-Thérèse AMALVY, André TURQUAY, Madeleine SABASTIA, Bernard VIDAL, Michel BAUDOUR, Brigitte DEMURTAS, Marie-France TEXIER, Christiane GAUBERT, Bertrand LEENHARDT

Absents excusés :

Jean-Luc MEISSONNIER, Alain SOULIER, Hubert FABRITIUS

Absente représentée :

Josiane DEVESA représentée par Marie-Thérèse AMALVY

Secrétaire de séance :

Emily NOCERA, Directrice du CCAS

**N° DLP2021-41 – CCAS BUDGET ANNEXE EHPAD : DECISION MODIFICATIVE
NUMERO 1**

Suivant les règles de l'instruction budgétaire et comptable M14, l'assemblée délibérante peut, par dérogation au principe de l'annualité budgétaire, apporter certaines modifications aux prévisions inscrites au budget primitif sous réserve que les crédits supplémentaires étaient imprévisibles lors du vote du budget et peuvent être couverts soit par des recettes nouvelles, soit, par une réduction des crédits disponibles sur d'autres comptes.

La décision modificative présentée au conseil d'administration de ce jour reprend l'intégralité de l'EPRD présenté et voté au mois d'avril 2021, avec le plan de financement des travaux.

Il s'agit d'une délibération obligatoirement votée au plus tard le 30 juin qui doit intégrer les notifications de tarification reçues à ce jour par l'établissement, soit celles concernant l'hébergement et la dépendance.

On note que le département a repris intégralement les propositions de l'établissement concernant la section hébergement et qu'il a très légèrement majoré la tarification dépendance (+12 946,61 €) qui sont réintroduits en charges de groupe 2 (personnel).

Au final, la tarification hébergement retenue s'élève à 60 €, rapportée au second semestre, cette tarification s'élève à 63,80 €.

En effet, le budget est établi sur une année civile et la tarification ne saurait être rétroactive, dans la mesure où l'Arrêté du Président du conseil départemental n'est pris que fin mai, l'augmentation ne peut avoir lieu que sur sept mois au lieu de douze.

On note enfin un déficit prévisionnel important, il est lié à la cession des biens d'actifs relatifs à l'ancien bâtiment.

Le conseil d'administration est appelé à se prononcer :

- Sur la décision modificative numéro 1 visant à établir des recettes de dépendance et d'hébergement conformément à l'arrêté du président du Conseil Départemental

Sur le rapport de Madame AMALVY, le conseil d'administration, après en avoir délibéré à l'unanimité **APPROUVE** la décision modificative n°1.

Pour extrait conforme,

Le 30/06/2021

La Vice-Présidente,

Marie-Thérèse AMALVY



La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.